



LE MAILLON DE CHAÎNE

N° 34 - Vendredi 22 mai 2015

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'USINE FORD / BLANQUEFORT

Non à la réforme du collège, Non à la destruction du service public de l'Éducation

En décembre, fraîchement nommée, Najat Vallaud-Belkacem annonçait la couleur : la refondation de l'éducation prioritaire, c'est arrêter de donner plus aux établissements des quartiers populaires.

En mai, elle remet le couvert mais cette fois-ci, c'est spécifiquement le collège qui est visé

Une attaque majeure contre le service public d'éducation

À droite comme à gauche, des parlementaires se sont insurgés contre la réforme. Mais leurs critiques portent sur quelques aspects (disparition du grec et du latin en tant que disciplines, des classes bi langues et européennes) qui masquent l'enjeu véritable de la réforme : l'autonomie et la mise en concurrence des établissements, le vol en éclats du cadre national des horaires, des programmes et des diplômes.

La ministre nous ment !

Najat Vallaud Belkacem a qualifié celles et ceux qui dénonçaient la réforme de « *coalition des approximations, postures et conservatismes réunis* ». Elle prétend que « *L'accompagnement personnalisé et le travail en petits groupes seront renforcés* ». Mais comment les 4000 postes promis à cet effet pourraient-ils y suffire alors qu'il y a plus de 7000 collèges en France ?

Même bluff sur la mise en place de la 2^{ème} langue vivante en 5^{ème} alors que les heures sont diminuées en 4^e et 3^e et que les classes bi langues ou européennes sont supprimées.

En réalité, le contenu de 20 % des heures de cours sera défini au sein même des établissements. Ce temps auparavant dédié à l'enseignement des disciplines sera consacré à un « accompagnement personnalisé » (AP) ou aux « enseignements pratiques interdisciplinaires » (EPI). Ce sont donc près de 500 heures en moins sur l'ensemble de la scolarité d'un collégien.

À chaque collège son programme ?

En 6^{ème} des enseignements scientifiques seront globalisés et les disciplines artistiques pourraient être enseignées sur un seul semestre.

De plus les horaires de cours de 5^{ème}-4^{ème}-3^{ème} seront modulables localement sur le cycle, l'organisation des enseignements étant « fixée par le conseil d'administration » et remettant directement en cause la liberté pédagogique des enseignants

Autant de dispositifs qui permettront de supprimer des postes à droite et à gauche, de faire des économies budgétaires.

Stopper la politique du gouvernement, lui infliger une défaite !

On assiste donc à la mise en concurrence des établissements avec à la clef une explosion des inégalités entre les établissements et les élèves. Dans la continuité de la réforme des rythmes scolaires dans le premier degré et de la réforme Chatel dans les lycées..

Cette politique menace toute l'éducation nationale. Il faut la stopper !

Cela commence par en finir avec le piège des « concertations » avec le gouvernement dans lequel sont englués les syndicats.

Oui, les enseignants qui exigent le retrait de cette réforme ont raison.

La réussite de la grève intersyndicale du 19 mai est décisive. C'est seulement par leur propre mobilisation que les enseignants, mais aussi les parents d'élèves, pourront faire entendre leur voix, contre la propagande gouvernementale et les discours réactionnaires de l'UMP et du FN.

Non à la destruction du service public de l'Éducation !

FAI embauche (enfin presque!)

Sur FAI, nous avons vu arriver avec plaisir quelques dizaines de nouveaux salariés, en intérim cependant. En effet malgré toutes les salades qu'a raconté la direction mois après mois sur le fait que nous étions trop nombreux, qu'il n'y avait pas de travail pour tous, qu'il fallait partir travailler sur GFT etc, les faits sont têtus, et le manque de personnel est criant.

Du coup, voilà des salariés pour palier au manque de personnel et soulager le travail. Ceci-dit il faudrait du monde dans beaucoup de secteurs, sur la chaîne, au TTH par exemple, pas seulement au DCT.

Il en a fallu des batailles pour que le manque de personnel soit reconnu, quelques débrayages, des enquêtes du CHS CT, des CE extraordinaires, quelques actions en justice, Bref la direction n'a pas lâchée de bon cœur !

Il reste une étape encore c'est l'embauche en CDI !

Les patrons voudraient imposer la précarité, pour ses profits, nous nous voulons défendre le CDI.

6 millions de chômeurs, profits records pour le CAC40...

Le nombre des chômeurs continue de progresser à une allure vertigineuse : toutes catégories confondues, il y avait fin mars 5 950 000 millions d'inscrits à Pôle emploi, soit 320 000 de plus qu'il y a un an.

Ce « résultat » n'est pas le fruit du hasard, mais bien ce-lui de la politique menée par Hollande et son gouvernement depuis 2012. Leur seule priorité a été d'améliorer la compétitivité des entreprises, de gonfler leurs marges financières et leurs dividendes.

Pour cela, ils ont détourné les fonds publics au profit des entreprises avec le pacte de responsabilité ; ils ont flexibilisé l'emploi en facilitant les licenciements, en attaquant le Code du Travail, comme vient de le faire la loi Macron. Et ils annoncent de nouveaux coups, prétendant avec le même cynisme que la droite et le MEDEF, «*faciliter les licenciements pour vaincre le chômage*»...

Ils se moquent de nous ! «*Faciliter les licenciements*», c'est donner carte blanche aux patrons pour surexploiter les travailleurs qui ont un emploi, de plus en plus précaire. Le résultat ? Il est dans les résultats du CAC40 pour 2014 : alors que leur chiffre d'affaire global n'a pas augmenté, du fait de la stagnation de l'économie, leurs profits ont augmenté de 37 %, pour atteindre 64,4 milliards, dont une bonne moitié sera distribuée aux actionnaires !

Non au gel et au recul des salaires

Tous les salariés se retrouvent confrontés à la même politique patronale. Les patrons essaient de profiter de la faible inflation « officielle » pour continuer à geler

les salaires.

Pour eux, les salaires seraient trop « rigides », trop élevés. Or, ils décrochent depuis bien longtemps par rapport au coût de la vie. En fait depuis la désindexation en 1982 des salaires sur les prix. L'INSEE, avec ses derniers chiffres de 2012, le confirme, le salaire moyen a baissé de 0,4 % et le salaire médian de 0,6 %. Nous le voyons concrètement tous les mois quand nous faisons nos courses, payons nos factures diverses et variées. Pour nombre d'entre nous ce n'est pas 0,4 ou 0,6 % qu'il nous manque mais plusieurs centaines d'euros.

Pendant ce temps, les entreprises du CAC40 ont enregistré une hausse des profits de 33 % en 2014 soit 62, 4 milliards d'€ et versé aux actionnaires 56 milliards d'€ de dividendes. Les dividendes avoisinent depuis des années 40 milliards,

quels que soient les résultats de ces groupes, quelle que soit l'évolution de la conjoncture. Pour eux aucune injonction de « c'est la crise ». En revanche, pour les salariés, la musique est autre : c'est le régime sec.

La contestation pour le droit à des salaires plus décents se fait de plus en plus entendre : Korian, les routiers, Sanofi, Leaderprice, Formule 1, Temex... chaque NAO dans les entreprises est l'occasion de mouvement pour de meilleurs salaires, Nul doute, c'est une lutte d'avenir pour le monde du travail, et ce n'est pas fini.

Vive la grève pour les salaires, des travailleurs de l'automobile en Turquie !

La direction de Ford Otosan, une coentreprise entre Ford et Koç Holding, a annoncé dans un communiqué que "le travail sera arrêté mercredi temporairement suite à un manque de pièces détachées en raison des grèves affectant le secteur automobile turc. Se sont deux sites de productions qui emploient plus de 6.000 ouvriers qui sont touchés à Kocaeli.

La grève s'étend, des ouvriers de ces usines ont eux aussi cessé le travail, revendiquant 60% d'augmentations de salaires comme les ouvriers de la ville voisine de Bursa, cœur du secteur automobile turc, où le nombre de grévistes serait d'environ 15.500.

Il faut dire que leurs collègues de l'usine locale du groupe Bosch qui fabrique des pièces détachées pour plusieurs constructeurs automobiles ont eux, obtenus cette augmentation, montrant l'exemple que la lutte paie.

La grève partie le 14 mai dernier, s'étend ! Dans la foulée, des centaines d'employés de Tofas (4.500 salariés), une coentreprise détenue par Fiat et Koç Holding, ont eux aussi débrayé par solidarité et exigent eux aussi une revalorisation de leurs salaires.

Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier...